

Finances locales : pour Karine Traval-Michelet, « le compte n'y est pas ! »

COMMUNIQUE DE PRESSE

Colomiers, le 25 novembre 2024

Finances locales : pour Karine Traval-Michelet, « le compte n'y est pas ! »

À l'occasion du 106e Congrès des maires qui se tenait la semaine dernière à Paris, l'ensemble des maires de France ont exprimé leurs vives inquiétudes quant aux conséquences du projet de loi de finances sur le budget des Communes et sur les services publics de proximité. Karine Traval-Michel, maire de Colomiers, vice-présidente de Toulouse Métropole et membre du Bureau de l'Association des Maires de France (AMF) réagit à l'intervention du Premier ministre devant les élus locaux et demande au Gouvernement de leur apporter des réponses.

*« Nous le répétons depuis plusieurs semaines maintenant, d'une seule et même voix, **la méthode du Gouvernement, et avec elle la stigmatisation injuste des Collectivités territoriales, est une faute.** D'une part parce que les Collectivités sont bien gérées, et le Gouvernement le sait bien puisque la loi nous impose de voter des budgets à l'équilibre. D'autre part car ces décisions budgétaires brutales n'ont donné lieu à un aucun dialogue ni à aucune concertation avec les premiers concernés.*

*Si le Premier ministre a tout de même reconnu que les Communes ne pouvaient être montrées du doigt et tenues pour responsables de la situation financière du pays, nous attendons toujours le début d'une solution. **À ce jour, le compte n'y est pas ! Nos questions restent sans réponse et de nombreuses Municipalités sont encore dans l'incapacité de boucler leur budget 2025.***

*Rappelons les chiffres : 11 Mds EUR d'économies imposées à l'ensemble des Collectivités territoriales. **Très concrètement pour la Ville de Colomiers, on parle de 3,4 MEUR, soit l'équivalent de notre épargne annuelle (capacité d'autofinancement) qui nous permet justement d'investir dans des projets d'avenir pour le territoire et ses habitants.** Déjà, des décisions difficiles ont dû être prises. Notre projet de tiers lieu culturel Métropolis est reporté. Les vélos en libre-service que nous prévoyions de lancer en 2025 ne seront pas mis en service cette année. **À Colomiers, tout est mis en oeuvre pour préserver les services publics de proximité, parce que je refuse que nos concitoyens paient le prix de la gestion calamiteuse des finances de notre pays.** Mais que proposera l'Etat si des Villes sont amenées à choisir entre les repas à la cantine, l'entretien des espaces verts et l'équipement de la Police municipale ?*

*Au-delà de l'injustice et de la démagogie que représentent ces décisions budgétaires gouvernementales, **cette situation témoigne du manque de vision du Gouvernement qui***

semble avancer sans véritable feuille de route. Et cela doit nous aussi nous inquiéter. Les Collectivités représentent 70 % de l'investissement public en France, ces choix budgétaires marqueront un coup d'arrêt dans la dynamique d'investissement qui, rappelons-le, bénéficie directement à l'économie réelle de notre pays, créant de l'activité et des emplois dans nos territoires.

*Face à ce constat, nous avons, avec les maires de France, **formulé des propositions pour un renouveau de la puissance et de l'action publique au services des citoyens.** Et la première des priorités sera de **réinstaurer un dialogue de confiance entre l'Etat et les Communes, en lieu et place de la défiance qui s'exerce en ce moment.** Sur les questions budgétaires, nous demandons notamment à ce que les Communes puissent retrouver une véritable autonomie financière, garante de leur libre administration. » a notamment déclaré Karine Traval-Michelet.*

Veillez trouver en pièce jointe une photo portrait de Karine Traval-Michelet (© Emmanuel Grimault - Ville de Colomiers).

Votre contact

Dimitri Foltran

Direction de la communication

05 61 15 24 42

dimitri.foltran@mairie-colomiers.fr